

**AURAY**

2, rue de Suède  
56100 LORIENT

Tél : +33 6 85 90 47 11

Mél : jean-yves.le-dorze@bureauveritas.com

N° affaire : 23012158\_1-9CM55QF

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

*Opération* : 56 / LORIENT / BASEFUSCO - Projet de  
réhabilitation des bâtiments MUTEL et EPHREME  
LORIENT - BASEFUSCO  
56 LORIENT

**Destinataire :**

SGA - SID - Division Investissement- Bureau CO/MO  
LORIENT  
Eric LE BALCH  
Enclos de la Marine, Rue de la cale Orry

**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Opération de catégorie : 1**



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service d'infrastructure de la Défense  
ESID de Brest

**Présence d'Amiante - Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
07/05/2025	Rev0	Elaboration du document et annexes	Jean-Yves LE DORZE

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.4. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.4.1. Pénalités .....	9
<b>2.5. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.5.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.5.2. Transmission du PGC .....	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.6. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	14
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	15
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>16</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	16
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>17</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>19</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>19</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>21</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>23</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	23
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	23
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	24
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	24
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>24</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	24
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	25
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>25</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	25
4.5.2. Travaux superposés .....	25
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	25
4.5.4. Protection contre le bruit .....	25
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	26
4.5.6. Travaux en hauteur .....	26
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	26
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	27
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>27</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	27
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	28
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	28
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	28
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>28</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>29</b>
5.1. Stockages sur le chantier .....	29
5.2. Nettoyage .....	29
5.3. Enlèvement des déchets .....	29
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	29
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	30
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	30
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>31</b>
6.1. Déclarations particulières .....	31
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....	31
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....	32
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....	32
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....	32
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....	32
6.7. Locaux témoins .....	32
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>33</b>
7.1. Téléphone de secours .....	33
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....	33
7.3. Travail isolé .....	33
7.4. Procédure d'organisation des secours .....	33
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....	34
7.6. Point de rencontre secours .....	34
7.7. Modèle de fiche de secours .....	35
<b>8. CISSCT .....</b>	<b>36</b>
8.1. Objectifs du CISSCT .....	36
8.2. Constitution du CISSCT .....	36
8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T. ....	36
8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T. ....	36
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>37</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- le dossier APS transmis le 31/07/2024 par le mandataire du maître d'ouvrage,
- le dossier APD transmis le 26/12/2024 par le mandataire du maître d'ouvrage,
- le dossier PRO transmis le 02/05/2025 par le maître d'oeuvre.

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Sur la commune de Lanester à BASEFUSCO, le marché a pour objet la définition des travaux et les fournitures nécessaires à deux opérations distinctes :

- La restructuration des bâtiments MUTEL et EPHREME
- La location des bâtiments modulaires comprenant leur installation et leur démontage ainsi que les dispositions de raccordements aux réseaux (assistance technique spécifique) et le démontage avec la remise à niveau des espaces extérieurs.

Les travaux en site occupé ont pour sujétions et contraintes :

- le maintien en fonctionnement des installations existantes dans les zones occupées à tous les étages
- l'interdiction formelle d'utiliser ou de stocker un combustible solide, liquide ou gazeux à l'intérieur des bâtiments existants
- le respect des consignes de sécurité incendie liées à la cohabitation des travaux et du fonctionnement des bâtiments
- l'obligation de programmer d'avance ou en cours de réunion de chantier toutes les interventions impliquant l'usage d'une flamme ou de dégagement de chaleur quel que soit l'endroit
- l'obligation à chaque entreprise de se faire identifier tous les jours à la base de vie auprès du mandataire
- les demandes de permis feu auprès de la Maîtrise d'ouvrage (la procédure de « permis de feu » entre les entreprises concernées avec le Maître d'ouvrage ne fait pas partie de la mission CSPS).
- la possibilité éventuelle laissée au Maître d'ouvrage de stopper tout travail dangereux à l'intérieur des bâtiments
- l'identification de chaque employé présent sur le site par le port d'une tenue à la marque de l'entreprise

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres public

Mode de passation des marchés : lots séparés

Type de marchés : publics

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 septembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 17

Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt

envisagées sur le chantier,

- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Le marché ne comporte pas de tranches.

Les travaux sont répartis par lots :

LOT 01 : ECHAFAUDAGE

LOT 02 : DÉSAMANTAGE - CURAGE - DÉMOLITIONS

LOT 03 : GROS OEUVRE - CHARPENTE BOIS - ETANCHEITE - MENUISERIES EXT - SERRURERIE BARDAGES - RAVALEMENTS

LOT 04 : MENUISERIES INTERIEURES - CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS

LOT 05 : REVÊTEMENT DE SOLS - FAÏENCES - PEINTURE

LOT 06 : NETTOYAGE

LOT 07 : ÉLECTRICITÉ + PV

LOT 08 : PLOMBERIE - CHAUFFAGE – VENTILATION

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Le présent article renvoie au registre journal où les éléments sus définis sont tenus à jour.

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SGA - SID - Division Investissement- Bureau CO/MO LORIENT	Enclos de la Marine, Rue de la cale Orry BP 92 222 56998 LORIENT	eric.le-balch@intradef.gouv.fr	Eric LE BALCH
Assistant Maîtrise d'ouvrage	VERIFICA	2, impasse le Mintier 44100 NANTES	06 33 37 95 91 jflamand@verifica.fr	Jacques FLAMAND
Maîtrise d'œuvre mandataire	BOHUON BERTIC	7, rue Louise Weiss 44200 NANTES	s.bertic@bohuonbertic.com	Serge BERTIC
Maîtrise d'œuvre	NCO architectes	21, rue de la Convention 44100 NANTES	06 86 41 15 57 eric.drodelot@nco-architectes.fr	Eric DRODELOT
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION AURAY	2, rue de Suède 56400 AURAY	06 85 90 47 11 jean-yves.le-dorze@bureauveritas.com	Jean-Yves LE DORZE

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### **2.4.1. Pénalités**

Le présent article renvoie au CCAP élaboré par le maître d'ouvrage.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

### **2.5. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

#### **2.5.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

#### **2.5.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

#### **2.5.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

### **2.6. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.8. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## 2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### **3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE**

#### **du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS**

#### **Contraintes d'environnement de site**

##### **Présence d'amiante dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante".

Les rapports sont joints au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) par la Maître d'ouvrage.

##### **Présence de plomb dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb".

Les rapports sont joints au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) par la Maître d'ouvrage.

##### **Présence de silice dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice".

#### **3.1. Accès au site et réseaux provisoires**

Le projet se réalise à l'intérieur de BASEFUSCO.

L'accès à BASEFUSCO est réglementé pour les personnes et les véhicules.

Les accès aux deux bâtiments sont existants.

Les horaires de travail sur BASEFUSCO sont les suivantes :

Du lundi au Vendredi : de 07h30 à 17h00.

Les possibilités de branchements pour des réseaux provisoires (eau potable, électricité et assainissement) font partie des travaux préparatoires à la présente opération.

#### **3.2. Emprise de chantier**

##### **3.2.1. Clôture et portail**

Cf. Article 1242 du Code civil

On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Donc les clôtures doivent être complètes et installées par le lot Gros oeuvre de manière à rendre clos et indépendant le chantier et ses zones de travaux :

Clôtures pleines avec portail et portillon pour la base vie,

Clôtures de type héras avec portail et portillon en périphéries des deux bâtiments,

Avec chaînes et cadenas à code,

A respecter par chaque entreprise intervenante.

Gardiennage :

Le gardiennage n'est pas prévu par le Maître d'ouvrage.

Le gardiennage du chantier est assuré selon un accord à prendre entre les entrepreneurs concernés, étant précisé que, de toute manière, les entrepreneurs font leur affaire des vols et des dégradations tant que le projet n'a pas été réceptionné et pris en charge par le Maître d'ouvrage.

### 3.2.2. Accès

Le projet se réalise à l'intérieur de BASEFUSCO.  
L'accès à BASEFUSCO est réglementé pour les personnes et les véhicules.  
Les accès aux deux bâtiments sont existants.

Les horaires de travail sur BASEFUSCO sont les suivantes :  
Du lundi au Vendredi : de 07h30 à 17h00.

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, le lot Gros oeuvre installe, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des bottes ou chaussures de sécurité obligatoire »,
- Panneaux signalant le(s) passage(s) interdit(s).

L'interdiction de fumer est strictement appliquée conformément à la réglementation en vigueur.  
L'alcool et les drogues sont prohibés sur le chantier.

La circulation interne obéit aux règles normales du code de la route.  
Roulez au pas est la consigne permanente.  
Le dépassement n'est pas autorisé dans le chantier.  
La priorité est laissée aux piétons.

### 3.2.3. Circulations

Elles se réalisent de plain-pied.

#### Circulations horizontales

Le lot Gros oeuvre entretient l'ouvrage et pendant la totalité de son intervention assure le nettoyage des voiries intérieures et des places de stationnements du chantier comprises à l'intérieur des clôtures. Ce nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries et des places de stationnement pour notamment réduire les émissions de poussières.

Le lot Gros oeuvre aménage et entretient un (des) poste(s) lave-roues débourbeur et de nettoyage des engins ou véhicules quittant le chantier pour circuler sur la voirie. Ce(s) poste(s) reste(nt) aménagé(s) et entretenu(s) tant qu'il(s) est(sont) nécessaire(s) à une ou plusieurs entreprises dans la limite de la durée du chantier.

Le lot Gros oeuvre installe et entretient un poste de nettoyage des bottes à l'entrée de la zone des locaux de vie.

Les accès à chaque partie de l'ouvrage sont aménagés en sécurité (mise en œuvre de passerelles manufacturées et sécurisées d'accès) et entretenus quotidiennement par le lot Gros oeuvre pour permettre des accès propres pour les ouvriers jusqu'à la réception de l'opération.

Les périphéries de l'ouvrage et toutes les voies d'accès doivent être libres de tous stockages pour permettre la libre circulation des échafaudages et des nacelles.

#### Circulations verticales

Chaque escalier définitif est intégré à chaque bâtiment à l'avancement des travaux pour permettre de desservir l'étage supérieur.

Echelles, échafaudages ou plates-formes de travail doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'utilisation d'échelles, d'escabeaux et de marchepieds comme poste de travail est interdite (cf. article R4323-63 du code du travail).

Une échelle est un moyen d'accès et non un support de travail : les entreprises doivent prévoir pour les travaux en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou de plate-forme individuelle de travail protégés.

Lorsqu'une échelle est utilisée, elle doit être fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas ni basculer.

Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.

Conformément au Code du travail et pour les accès et les approvisionnements aux niveaux couvertures terrasses, le lot Gros oeuvre installe ou fait installer en façade(s) par une entreprise spécialisée un escalier d'accès et un appareil élévateur de chantier d'approvisionnement aux niveaux précités depuis un sol porteur, plan, stable et dégagé. Ces escalier et appareil élévateur de chantier permettent notamment depuis le rez-de-chaussée l'amenée à pied d'œuvre de certains matériaux et équipements et surtout l'accès des personnels autorisés en toute sécurité en coordination notamment avec les entreprises concernées.

#### **3.2.4. Signalisation**

La signalisation visible et durable est mise en place au fur et à mesure de l'avancement du chantier par le lot Gros oeuvre et en conformité avec les prescriptions du Maître d'oeuvre.

#### **3.2.5. Stationnements**

Les stationnements se réalisent soit à l'intérieur du périmètre des travaux (les véhicules se stationnent dans le sens du départ) soit à l'extérieur sur les voiries.

#### **3.2.6. Stockage**

A pied d'oeuvre et aucun stockage de produit hydrocarbure sur les zones en travaux.

#### **3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)**

Adduction d'eau potable (AEP) (réseau intérieur, y compris l'évacuation)

A partir des points de raccordement laissés en attente à une distance de 1ml de chaque entrée principale de chaque partie d'ouvrage par le lot gros œuvre, le lot plomberie installe par niveau y compris en couverture terrasse un point de puisage avec un robinet à nez fileté et un réceptacle.

La distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40ml.

Electricité (réseaux intérieur et extérieur, force motrice et éclairage provisoire)

A partir des points de raccordement laissés en attente à une distance de 1ml de chaque entrée principale de chaque partie d'ouvrage par le lot gros œuvre, le lot électricité réalise l'installation électrique de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

Cette installation comporte au minimum :

- A chaque niveau de chaque partie d'ouvrage y compris en couverture terrasse, deux coffrets normalisés comportant quatre socles de prises de courant monophasés 10/16 A+T,

- Au rez-de-chaussée de chaque partie d'ouvrage, un socle de prise de courant 20 A triphasé+T.

Aucun point de chaque pièce ou local ne doit être distant d'un coffret de plus de 25m.

Les installations provisoires d'éclairage extérieur sont si besoin réalisées, entretenues et maintenues en état de bon fonctionnement par le lot électricité.

Les installations provisoires d'éclairage intérieur sont réalisées, entretenues et maintenues en état de bon fonctionnement par le lot électricité.

L'éclairage des postes de travail incombe à chaque entreprise intervenante.

Les branchements compteurs d'eau et d'électricité, candélabres, luminaires divers provisoires etc... restent en état de bon fonctionnement sur le chantier tant qu'ils sont nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du délai contractuel augmenté des prolongations dues aux intempéries.

#### Assainissement

Depuis le réseau existant mis à disposition par le maître d'ouvrage, les branchements définitifs sont réalisés par le lot Réseaux EU.

Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les plates-formes des voiries et par les bâtiments

Elle est réalisée par le lot VRD en coordination avec le lot Gros oeuvre.

Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par chaque partie d'ouvrage

Elle est réalisée par les lots clos et couvert en coordination avec le lot Réseaux EP vers les réseaux d'eaux pluviales en état de bon fonctionnement.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Les locaux de vie et d'hygiène sont mis à disposition par le lot Gros oeuvre conformément aux dispositions du Code du travail avec les prescriptions du Maître d'ouvrage.

Donc les travailleurs disposent soit d'un local permettant leur accueil dans des conditions de nature à préserver leur santé et leur sécurité en cas de survenance de conditions climatiques susceptibles d'y porter atteinte, soit d'aménagements de chantiers les garantissant dans des conditions équivalentes.

Pendant la période de préparation, le lot Gros oeuvre installe les locaux de vie et d'hygiène (salle de réunion, sanitaires femmes et sanitaires hommes, vestiaires femmes et vestiaires hommes et réfectoire), y compris le branchement de toutes les énergies et fluides, pour l'ensemble des entreprises titulaires.

Pour la durée du chantier, le lot Gros oeuvre assure également leur entretien et leur maintien en état de bon fonctionnement jusqu'à la réception de l'opération.

Pendant la période de préparation, le lot Gros oeuvre présente ainsi au maître d'œuvre le contrat d'entretien et de maintien en état de bon fonctionnement jusqu'à la réception de l'opération.

Salle de réunion

Elle comprend :

- Des tables et des chaises en nombre suffisant pour permettre l'accueil des participants aux réunions de chantier et aux réunions des maîtrises d'ouvrage et d'œuvre,
- Un meuble de rangement à casiers visiblement et durablement identifiés au nom des maîtrises d'ouvrage et d'œuvre, du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS et de chaque entreprise pour les plans et les pièces écrites tous corps d'état et tous les documents intéressant l'opération,

#### Sanitaires

Suivant les prescriptions du Code du travail, sont installés jusqu'à la réception de l'opération, distinctement, signalés visiblement et identifiés durablement des sanitaires femmes et des sanitaires hommes.

#### Réfectoire

La prise de repas est strictement interdite dans les locaux en chantier, c'est pourquoi :

Ce local de vie est réalisé et adapté à l'effectif présent sur le chantier par le lot Gros œuvre suivant les prescriptions du Code du travail.

#### Vestiaires

L'aménagement de vestiaires est strictement interdit dans les locaux en chantier, c'est pourquoi :

Ces locaux de vie sont réalisés et adaptés à l'effectif présent sur le chantier par le lot Gros œuvre suivant les prescriptions du Code du travail. Sont à distinguer les vestiaires femmes et les vestiaires hommes.

#### Hébergement :

L'hébergement est strictement interdit sur le chantier.

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La règle générale est la suivante : chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

L'enfouissement des déchets et des décombres sur le chantier est strictement interdit.

Toute mise en dépôt sauvage est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes à tri sélectif visiblement et durablement identifiées par classe de déchets et mises en place par le lot Gros oeuvre.

Le lot Gros oeuvre se charge ainsi de l'évacuation des bennes précitées conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Il est élaboré par phase par l'entreprise mandataire titulaire du lot Gros oeuvre.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Gros oeuvre** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :



Pendant la période de préparation, le lot Gros oeuvre soumet à l'avis du maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS, le plan d'installation de chantier actualisé par phase et qui précise pour le chantier :

- Les canalisations enterrées et aériennes,
- Les entrées et sorties du chantier et leurs modifications éventuelles pendant la durée du chantier,
- La clôture du chantier et ses modifications éventuelles pendant la durée du chantier,
- Les protections temporaires du chantier et leurs modifications éventuelles pendant la durée du chantier,
- Les barrières ou clôtures définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- Les accès provisoires à chaque partie d'ouvrage en construction,
- Les circulations intérieures au chantier (pour les piétons et les véhicules autorisés),
- Les places de stationnement pour les véhicules autorisés,
- La localisation des cantonnements des salariés,
- La localisation de la double salle de réunion et du(des) bureau(x) de chantier,
- L'emplacement des appareils de levage,
- Les zones d'interdiction de survol des charges,
- La surface nécessaire pour les zones de stockages des entreprises, y compris les zones de rétention,
- Les recettes (plans des façades),
- Les zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou pour la circulation des nacelles,
- L'emplacement des ateliers de découpe ou d'usinage de bois à l'air libre isolés des autres intervenants ou dans des locaux ventilés,
- L'emplacement des bennes à tri sélectif,
- La fosse de décantation des eaux de lavage des camions toupies de béton,
- La mise à disposition d'une balayeuse-aspiratrice pour nettoyer les chaussées souillées dès que demandé par le Maître d'ouvrage,
- Les points de raccordement en énergie électrique et eau potable du mandataire.
- L'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- Le point de rassemblement en cas d'évacuation partielle ou générale du chantier,
- Le point de rencontre pour l'accueil des services de secours.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Gros oeuvre** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Accès	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Circulations	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Signalisation	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Stationnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	jusqu'à la réception de l'opération
Stockage	Chaque entreprise	Chaque entreprise	jusqu'à la réception de l'opération
Réseaux provisoires de chantier	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Coffret électrique général	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité	Electricité	jusqu'à la réception de l'opération
Cantonnement	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Infirmier de chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise	jusqu'à la réception de l'opération

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	jusqu'à la réception de l'opération
PIC	Gros oeuvre	Gros oeuvre	par phases jusqu'à la réception de l'opération
Protections collectives	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération
Accès hauteur communs	Gros oeuvre et lot Echafaudage	Gros oeuvre et lot Echafaudage	jusqu'à la réception de l'opération
Déchets - Gravats	Chaque entreprise	Chaque entreprise	jusqu'à la réception de l'opération
Points d'eau intérieurs	Plomberie	Plomberie	jusqu'à la réception de l'opération
Bennes à tri sélectif	Gros oeuvre	Gros oeuvre	jusqu'à la réception de l'opération

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Période de préparation - Durée de l'opération	17 mois	TOUS CORPS D'ETAT (TCE)	Déplacement de plain-pied Travaux à point chaud Produits dangereux Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Rupture, effondrement Multi danger Amiante Plomb	<p>DOCUMENTS A AVOIR IMPERATIVEMENT A DISPOSITION SUR SITE conformément à la réglementation en vigueur :</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- retours des Déclarations d'Intention de Commencer les Travaux (DICT),</li> <li>- rapports sans observation(s) de vérifications des engins de chantier,</li> <li>- rapport sans observation(s) de la vérification initiale de l'installation électrique de chantier,</li> <li>- rapport(s) sans observation(s) des vérifications périodiques réglementaires (appareils de levage et installations électriques modifiées de chantier),</li> <li>- AIPR des personnels concernés,</li> <li>- autorisations de conduite des engins de chantier,</li> <li>- attestation de formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées à l'aide d'échafaudages,</li> <li>- tout document justificatif se rapportant à la qualification des personnels,</li> <li>- Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits utilisés.</li> </ul> <p>L'ensemble de l'installation électrique du chantier est réalisé suivant les prescriptions de la réglementation en vigueur. L'entretien et le maintien en état de bon fonctionnement de l'installation électrique du chantier ou la modification de celle-ci sont réalisés par le lot qui l'a réalisée.</p> <p>Concernant les vérifications périodiques réglementaires (grues</p>

				<p>et installations électriques), le lot concerné doit tenir à jour et sur site les rapports des vérifications précitées.</p> <p>Chaque entreprise concernée doit disposer d'un personnel formé pour le montage, le démontage ou la modification d'échafaudages. Tenir impérativement à disposition sur le chantier la copie de l'attestation de formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées à l'aide d'échafaudages.</p> <p>La règle de base est que les travaux superposés sont interdits tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des ouvrages.          Le maître d'oeuvre s'assure donc que son phasage des travaux évite les superpositions et les juxtapositions directes des tâches.</p> <p>Ainsi, le calendrier détaillé des travaux élaboré pendant la période de préparation par le maître d'oeuvre doit montrer que toutes les dispositions sont prises pour interdire les travaux superposés ou juxtaposés sans protection efficace notamment :</p> <p>Barrières à mettre en place,          Planification des tâches,          Réservations de façades,          Réservations de surfaces.</p>
--	--	--	--	--

## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - Période de préparation - Durée de l'opération**

### TOUS CORPS D'ETAT (TCE)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition et séparation physique des accès de personnel et des accès des engins de chantier</li> <li>- Signalisation et balisage de ces zones différenciées</li> <li>- Rangement des postes de travail au fur et à mesure pour éviter tout risque de chute</li> <li>- Stockages à optimiser, privilégier un approvisionnement à l'avancement afin de ne pas encombrer les zones de circulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des voies de circulation définies et des balisages liés à ces dernières</li> </ul>
Travaux à point chaud	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extincteur sur les zones de travaux par points chauds</li> <li>- Ecrans de protection pour éviter toute projection d'étincelles</li> </ul>	
Produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiches de données de sécurité des produits utilisées à transmettre aux intervenants sur site</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des mesures de protection définies dans les fiches de données de sécurité en cas de présence simultanée</li> </ul>
Travail en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Toute intervention en hauteur ne peut être réalisée qu'après mise en sécurité collective de la zone à traiter. A charge de l'entreprise créant la structure</li> <li>- Utilisation d'équipements sécurisés type PIRL ou échafaudage ou nacelle pour les interventions en hauteur</li> <li>- les échafaudages doivent être conformes aux notices de montage des constructeurs et utilisés par du personnel formé</li> <li>- concernant les nacelles, se reporter à la rubrique "engins et matériels"</li> <li>- La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée :               <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;</li> <li>b) Une main courante ;</li> <li>c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;</li> </ul> </li> <li>2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</li> </ul> </li> <li>Les postes de travail pour la réalisation de travaux en hauteur sont accessibles en toute</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect impératif des balisages installés par les autres intervenants</li> <li>- Pas de circulation à proximité des engins en mouvement</li> <li>- Port de vêtements Haute Visibilité pour les cheminements sur site</li> </ul>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>sécurité. Le moyen d'accès le plus approprié à ces postes est choisi en tenant compte de la fréquence de circulation, de la hauteur à atteindre et de la durée d'utilisation. Ce moyen garantit l'accès dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique et permet de porter rapidement secours à toute personne en difficulté et d'assurer l'évacuation en cas de danger imminent. La circulation en hauteur doit pouvoir s'effectuer en sécurité. Le passage, dans un sens ou dans l'autre, entre un moyen d'accès et des plates-formes, planchers ou passerelles ne doit pas créer de risques de chute.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention par du personnel habilité électriquement uniquement</li> <li>- intervention hors tension à privilégier</li> <li>- Port des EPI spécifiques "ELECTRICIEN"</li> <li>- Balisage des zones de travaux</li> <li>- Etablir une attestation de consignation électrique et le transmettre aux autres intervenants</li> </ul>	
Inhalation poussières	<p>Aspiration à la source, ou arrosage ou brumisation par le lot concerné pour limiter la dispersion des poussières, Isolements étanches à l'eau, à l'air et aux poussières.</p>	<p>Supprimer toute co-activité dans les zones concernées.</p>
Rupture, effondrement	<p>Zones fermées par le lot concerné pour éviter toute intrusion de tiers.</p>	<p>Supprimer toute co-activité dans les zones concernées. Attendre que les évacuations des gravats soient terminées.</p>
Multi danger	<p>Pour mettre en place une démarche de prévention, il est nécessaire de s'appuyer sur les neuf grands principes généraux (L.4121-2 du Code du travail) qui régissent l'organisation de la prévention, et notamment pour chaque entreprise :</p> <p>4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;</p> <p>9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.</p> <p>A transmettre le PPSPS conforme au PGC,</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	et y joindre le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (modèle de DHOL en annexe du PGC), et y joindre tout document justificatif se rapportant à la qualification des personnels.	
Amiante	Prendre connaissance des rapports joints au DCE par le Maître d'ouvrage. Appliquer les dispositions réglementaires. Aucune coactivité avec les autres entreprises. Aucune superposition de tâches.	Aucune coactivité, aucune superposition de tâches.
Plomb	Prendre connaissance des rapports joints au DCE par le Maître d'ouvrage. Appliquer les dispositions réglementaires. Aucune coactivité avec les autres entreprises. Aucune superposition de tâches.	Aucune coactivité, aucune superposition de tâches.

### 4.3. Co-activités et protections collectives

#### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les protections collectives rigides sont la règle de base pour chaque intervenant :

- Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par le lot Gros oeuvre,
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Chaque entreprise ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée :

1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :

- a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;
- b) Une main courante ;
- c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;

2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.

Les postes de travail pour la réalisation de travaux en hauteur sont accessibles en toute sécurité. Le moyen d'accès le plus approprié à ces postes est choisi en tenant compte de la fréquence de circulation, de la hauteur à atteindre et de la durée d'utilisation. Ce moyen garantit l'accès dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique et permet de porter rapidement secours à toute personne en difficulté et d'assurer l'évacuation en cas de danger imminent.

La circulation en hauteur doit pouvoir s'effectuer en sécurité. Le passage, dans un sens ou dans l'autre, entre un moyen d'accès et des plates-formes, planchers ou passerelles ne doit pas créer de risques de chute.

#### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective,

l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise La maintenance des protections collectives est à réaliser par le lot Gros oeuvre.

Chaque entreprise respecte les protections collectives installées lors de chacune de ses interventions.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise La maintenance des protections collectives est à réaliser par le lot Gros oeuvre. Chaque entreprise respecte les protections collectives installées lors de chacune de ses interventions.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles...).

Ce paragraphe doit être complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### 4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues ».

Il est défini que le lot gros œuvre installe une grue pour l'usage tous corps d'état compte tenu des particularités du projet.

Cette grue est en adéquation avec l'ensemble des travaux tous corps d'état à réaliser.

Chaque entreprise a obligation d'utiliser cette grue.

Donc, le lot gros œuvre met à disposition la grue sur demande des entreprises.

Les demandes se font au moins quinze jours à l'avance.

- Pendant la phase gros-œuvre, la mise à disposition est d'une heure ou de deux heures,

- A la fin du gros-œuvre, et juste avant le démontage de la grue, les mises à disposition sont journalières, elles peuvent être mutualisées entre plusieurs entreprises.

Les coûts de prêt sont pris en charge par les entreprises demandeuses suivant le tarif fixé dans le marché de l'entreprise de gros œuvre.

#### 4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains



concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définis par l'entrepreneur après concertation avec "le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposés par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs vérifiés pour l'année en cours et adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Un lot 01 échafaudage est défini (cf. le CCTP).

Les lots concernés pour l'utilisation de l'échafaudage sont :

- GROS OEUVRE
- MENUISERIES EXTERIEURES
- SERRURERIE
- BARDAGE
- PEINTURE
- ETANCHEITE
- LOTS TECHNIQUES

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Leur conduite reste confiée au conducteur habituel et sous la responsabilité de l'entreprise.

Pour chacun des engins de chantier, tenir impérativement à disposition sur le chantier la copie du rapport de la dernière vérification périodique réglementaire avec les justificatifs de réalisation des travaux requis.

Tenir impérativement à disposition sur le chantier la copie de l'autorisation de conduite du conducteur délivrée par l'employeur.

La liste et les caractéristiques des engins de chantier utilisés pour le chantier doivent être insérées dans le PPSPS.

## **4.6. Moyens communs**

### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

La mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur est réalisée par les entreprises de clos et couvert : voir détail dans l'annexe « METAH ».

Conformément à l'article R 4534-21 du code du travail, les recettes sont aménagées par le lot gros œuvre (de type barrière écluse et décalées à chaque niveau de chaque bâtiment) de telle sorte que les travailleurs chargés des opérations de chargement ou de déchargement ne soient pas obligés, pour tirer la charge, de se pencher au-dessus du vide.

Toutefois, pour le chargement ou le déchargement de matériaux ou d'objets d'un poids inférieur ou égal à 50 kilogrammes, il peut être mis à la disposition des travailleurs, d'une part, des crochets d'une longueur suffisante pour amener les charges à l'aplomb du plancher de la recette, ou tout autre dispositif équivalent, d'autre part, des appuis leur permettant d'assurer efficacement leur équilibre.

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans objet.

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

La sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles est mise en œuvre par chaque entreprise : voir détail dans l'annexe « SCALP ».

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise concernée à l'aplomb des accès aux bâtiments concernés en coordination avec le mandataire.

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

La règle générale est la suivante : chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

L'enfouissement des déchets et des décombres sur le chantier est strictement interdit.

Toute mise en dépôt sauvage est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes à tri sélectif visiblement et durablement identifiées par classe de déchets et mises en place par le lot Gros oeuvre.

Le lot Gros oeuvre se charge ainsi de l'évacuation des bennes précitées conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Cf. article 4.7 du présent document.

### 5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### 5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -

Les entreprises concernées établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux [DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

- Demandes d'arrêtés - Sans objet.

- Autorisations concessionnaires - La réglementation sur la prévention du risque d'endommagement des réseaux inscrite dans le Code de l'environnement a rendu obligatoire, à partir du 1er janvier 2018, pour un certain nombre d'acteurs, l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). La délivrance de l'AIPR est faite par l'employeur.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès du Maître d'oeuvre.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'opération est réalisée à l'intérieur d'un établissement maintenu en activité avec des contraintes de livraisons et de stationnements connues :

L'accès au site est réglementé et existant par les circulations communes horizontales.

Le règlement intérieur de l'établissement est applicable à tous.

##### Consignations des réseaux d'énergies électriques ou de fluides : entreprise concernée

Si des réseaux d'énergies électriques ou de fluides doivent être maintenus en état de bon fonctionnement pour assurer la continuité des services, si des réseaux d'énergies électriques ou de fluides doivent être consignés ou si des réseaux d'énergies électriques ou de fluides sont découverts lors des travaux par l'entreprise concernée, toute opération sur ces ouvrages doit être :

\* planifiée à l'avance pour être intégrée dans le calendrier détaillé des travaux de la maîtrise d'œuvre, en concertation avec :

- Le représentant de la maîtrise d'ouvrage,

- Le représentant de l'établissement,
- Le représentant de (s) l'entreprise (s) concernée (s),
- Le coordonnateur SPS.

\* réalisée par une (ou des) personne (s) qualifiée (s) ou habilitée (s).

### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans information du Maître d'ouvrage à la date d'élaboration du document.

### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Pour toute intervention à l'intérieur des locaux en chantier ou en cas d'utilisation partielle des ouvrages, un plan de prévention est établi en concertation avec le maître d'ouvrage et l'entreprise extérieure intervenante. Pour ces interventions, les dispositions réglementaires du plan de prévention se substituent dès lors à celles du présent PGC.

### 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

La procédure de « permis de feu » entre les entreprises concernées avec le chef d'établissement ne fait pas partie de la mission CSPS.

### 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention à l'intérieur des locaux en chantier ou en cas d'utilisation partielle des ouvrages, un plan de prévention est établi en concertation avec le maître d'ouvrage et l'entreprise extérieure intervenante. Pour ces interventions, les dispositions réglementaires du plan de prévention se substituent dès lors à celles du présent PGC.

### 6.7. Locaux témoins

La Maîtrise d'ouvrage souhaite réaliser une chambre témoin (chambre, salle de bains et deux placards) dans chaque bâtiment MUTEL et EPHREME :

La chambre témoin doit être livrée après l'obtention du hors d'eau du bâtiment. (cf. le calendrier élaboré par la Maîtrise d'oeuvre).

Les entreprises doivent prendre en compte le fait d'anticiper les prestations leur incombant dans cette chambre.

L'ensemble des corps d'état doit prendre en compte ce point dans son planning et prévoir lors de son intervention, l'étanchéité de la chambre de tous gravats, poussières et autres phénomènes pouvant dégrader les locaux terminés.

Les entreprises doivent également prévoir d'assurer la sécurité des usagers de la chambre témoin.



## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer dans chaque PPSPS et être affichés visiblement et durablement sur le chantier par le lot Gros oeuvre.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise prend toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru dans les plus brefs délais.

Chaque entreprise intervenante doit posséder en permanence sur le chantier au moins un téléphone mobile en état de bon fonctionnement pour son propre personnel.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entreprise au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et

durablement par le lot Gros oeuvre à proximité immédiate des zones en travaux.

### **Consignes en cas d'incendie ou d'évacuation :**

**-Appeler depuis un portable au 06 72 95 45 60 ou depuis un poste fixe le 18,**

Tous les personnels de chaque entreprise intervenant sur l'opération doivent impérativement se regrouper par entreprise au point de rassemblement défini par le chef d'établissement ou son représentant.

Immédiatement, il appartient à chaque responsable d'entreprise (ou à son représentant qualifié sur le site) de s'assurer que tous les personnels de l'entreprise ont effectivement évacué et sont rassemblés.

Enfin, seul le chef d'établissement ou son représentant peut annoncer la fin du rassemblement en fonction du déroulement des événements.

Ainsi, chaque entreprise intervenant sur l'opération doit respecter les consignes de l'établissement tant que cette annonce n'a pas été portée à sa connaissance.

## **7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident**

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

Le maître d'œuvre définit un point de ralliement pour accueillir les secours.

Le lot Gros oeuvre identifie le point de rencontre secours ainsi défini et le matérialise sur site et sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC).

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

**1. ICI CHANTIER : 56 / LORIENT / BASEFUSCO - Projet de réhabilitation des bâtiments MUTEL et EPHREME**

Adresse : LORIENT - BASEFUSCO 56 LORIENT

**2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le maître d'oeuvre définit un point de ralliement pour accueillir les secours.

Le lot Gros oeuvre identifie le point de rencontre secours ainsi défini et le matérialise sur site et sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC).

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## 8. CISSCT

### 8.1. Objectifs du CISSCT

Le **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (dénommé également CISSCT) a pour objectif, sur proposition du coordonnateur, de définir certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il peut également aborder les questions de formation et d'information des salariés. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites (par lui-même ou par le coordonnateur) sont effectivement mises en œuvre.

### 8.2. Constitution du CISSCT

Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et le volume des travaux dépassant 10.000 hommes / jours, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège est présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné pour la phase " réalisation " du projet.

### 8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et employant au moins 10 salariés pendant 4 semaines participent obligatoirement au CISSCT.

Participent avec voix délibérative :

- le Coordonnateur Sécurité de la phase " réalisation ",
- le Maître de l'œuvre,
- le représentant de chaque entreprise,

Participent avec voix consultative :

- un salarié de chaque entreprise, employé sur le chantier.

La participation au CISSCT est mentionnée obligatoirement dans les contrats entreprises / sous-traitants.

Sont invités à titre consultatif :

- un délégué du CHSCT (ou délégué du personnel) de chaque entreprise
- l'Inspecteur du Travail
- le représentant de la CRAM ou CARSAT.
- le représentant de l'OPPBTP.
- toute personne qui de par ses connaissances peut contribuer à améliorer les conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et la coordination / phasage des interventions sur l'opération.

La mission du CISSCT est :

- d'assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et conditions de travail,
- de vérifier l'application des mesures décidées par le Coordonnateur SPS ou par le collège lui-même,
- de régler les difficultés qui pourraient s'élever entre ses membres.

Les entrepreneurs communiqueront systématiquement au CISSCT rapports, notes et observations de l'Inspection du Travail, de la CARSAT, de l'OPPBTP ou de tout autre Organisme d'Hygiène et de Sécurité

En cas d'accident grave, les entrepreneurs avertiront immédiatement : le Coordonnateur Sécurité, le Maître de l'œuvre, l'Inspection du Travail, de la CARSAT, et l'OPPBTP.

### 8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T

Voir en annexe.

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_Presence\_Plomb
- Annexe\_SCALP
- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_Mise\_en\_place\_de\_grues
- Annexe\_Presence\_Amiante
- Annexe\_METAH
- Règlement du CISSCT Rev0
- DHOL 1